KNIBIEHLER (Yvonne), *La sauvegarde de l'enfance dans les Bouches-du-Rhône*

Rennes : Presses de l'École des hautes études en santé publique, 2009, 186 p.

Dominique Lerch

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/2466>

DOI : 10.4000/histoire-education.2466

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2012

Pagination : 129-132

ISBN : 978-2-84788-378-7

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Dominique Lerch, « KNIBIEHLER (Yvonne), *La sauvegarde de l'enfance dans les Bouches-du-Rhône* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 133 | 2012, mis en ligne le 09 décembre 2012, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2466> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2466>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

KNIBIEHLER (Yvonne), *La sauvegarde de l'enfance dans les Bouches-du-Rhône*

Rennes : Presses de l'École des hautes études en santé publique, 2009, 186 p.

Dominique Lerch

RÉFÉRENCE

KNIBIEHLER (Yvonne), *La sauvegarde de l'enfance dans les Bouches-du-Rhône*, Rennes : Presses de l'École des hautes études en santé publique, 2009, 186 p.

- 1 Voir à l'œuvre, au quotidien, les travailleurs sociaux d'une association privée (loi 1901), la Sauvegarde, qui accueillent sur mandat judiciaire des enfants et des adolescents, est une question de salubrité : pas d'idéologie ni de « pathos », simplement la description concrète d'une prise en charge. Il faut donc saluer la monographie d'Yvonne Knibiehler qui a eu accès aux sources de cette association marseillaise et à des témoignages. L'auteure connaissait bien le contexte dans lequel s'est développée cette association, grâce son étude consacrée à *Germaine Poinso-Chapuis, femme d'État (1901-1981)*, publiée en 1993 et enracinée précisément dans ce milieu. Elle fournit une solide bibliographie (où manque cependant l'article consacré par Jacqueline Roca à cette question¹). Si l'ouvrage ne dispose pas d'index – ce qui en ferait un outil de travail –, la lecture *in extenso* se justifie sur un sujet tant débattu actuellement : le XXe siècle responsabilise l'adolescent à partir de sa majorité ou, dans certains cas, à partir de 13 ans.
- 2 Au commencement était la loi de 1912, dont le père est Me Vidal-Naquet et qui institue tribunaux pour enfants, enquêtes sociales, examens médicaux, liberté surveillée. Les mesures éducatives sont à préférer aux mesures pénales. Le décret-loi du 30 octobre 1935 impose le concept d'éducation surveillée et fait donc émerger l'éducateur auprès de l'assistant social (1932). En 1943, l'Aide sociale à l'enfance est fondée, avec ses Associations régionales de sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence (ARSEA). Le 2 février 1947, la direction de l'éducation surveillée est créée au ministère de la Justice

et l'irresponsabilité pénale des enfants de moins de 13 ans est établie. La Sauvegarde marseillaise, dont les statuts datent de 1943, fédère les différentes œuvres et prend ses distances avec l'ARSEA, plus proche du handicap. De 1945 à 1965, la Sauvegarde a ainsi une mission privilégiée : la protection judiciaire des mineurs. Elle dispose, de 1942 à 1981, d'une directrice, Mme de Saint-Paul, d'une dizaine d'assistantes sociales, de deux secrétaires exceptionnelles, des centres d'apprentissage et, en 1958, de l'Action éducative en milieu ouvert (AEMO), premier degré judiciaire d'un contrôle sur l'autorité parentale.

- 3 Entre 1960 et 1980, c'est le temps de l'expansion : l'AEMO séduit les magistrats qui multiplient les mandats dont l'exécution est la quasi-exclusivité de la Sauvegarde des Bouches-du-Rhône. Émergent donc des équipes faites d'assistantes sociales et d'éducateurs, un mineur en danger devant être vu dans les cinq jours. De 30 personnes en 1965, l'effectif passe à 300 en 1980. Toutefois, la charge demeure lourde (170 enfants par équipe de 3) et le prix de journée (allocation journalière) trop bas. De multiples initiatives sont prises pour accueillir, orienter, créer des antennes (six, dont Aix-en-Provence, Arles, etc.). La formation continue est valorisée et, au seuil des années 1980, on observe un palier : 2 000 enquêtes par an, 6 400 mineurs suivis.
- 4 Cette même période, entre 1970 et 1980, voit cependant émerger une contestation du travail social de l'AEMO, « sorte de refuge où l'on adresse tous ceux pour qui on ne trouve rien d'autre ailleurs ». On y repère une analyse des dysfonctionnements (trois ministères : Justice, Santé, Éducation), de la bureaucratie, de la mobilité excessive des magistrats, de l'incompréhension voire du refus des familles. Sans compter l'aggravation de la violence (agression, séquestration d'assistantes et d'éducatrices, p. 60)... En 1981, une grève éclate à la Sauvegarde. Un diagnostic est posé en 1982 : « Marseille qui, au regard de la petite délinquance, vit en état de crise endémique, n'a que des moyens très insuffisants d'hébergement d'urgence et d'insertion professionnelle ». La directrice se retire, refusant toute cérémonie d'adieu ; Mme Poinso-Chapuis (élue présidente l'ARSEA de Provence en 1946) est décédée cette même année 1981 : deux piliers disparaissent.
- 5 De 1982 à 1990, dans le contexte de la décentralisation, des restrictions budgétaires plongent la Sauvegarde dans un marasme financier. La Sauvegarde fait alors œuvre de pédagogie pour faire connaître son travail au Conseil général, à la Commission départementale de l'éducation spéciale (CDES), aux conseils municipaux, et lance des recherches sur l'AEMO de demain, les familles à profil pathologique, les placements familiaux spécialisés, la question du « comment sommes-nous rentables ? », etc. À partir des années 1990, un renouvellement du travail s'opère : le projet socio-éducatif est obligatoire dès 1983, un effort de communication est réalisé, l'action primo insertion réinsertion s'adresse à des jeunes déstructurés (sur 89 jeunes qui ont traversé le service en 1999, trois seulement ont récidivé et sont allés en prison). Si cette action est close en 2002, faute de subvention, la médiation mise en place pour les conflits familiaux perdure (1990-2009) et les antennes sont en plein essor.
- 6 Après avoir posé un cadre lié au statut national, l'auteur analyse globalement cette histoire en traitant des *usagers*. Des pages éclairantes sont à lire sur ce que nous vivons (dégradation des conditions de vie, dépérissement des liens familiaux, ignorance/négligence de beaucoup de jeunes mères seules, maltraitance) et les remèdes mis en place. Sont également passés en revue les *partenaires* (les décisions politiques dont la cohérence n'est pas toujours évidente) et les *travailleurs sociaux*, avant de s'ouvrir aux

perspectives du XXI^e siècle : lois de 2002 et 2007 (le Conseil général est pilote de la protection de l'enfance), remise en cause de la loi de 1947, débat sur *L'échec de la protection de l'enfance*, absence de droit européen pour les associations (le libéralisme européen est à l'œuvre là aussi, comme le MEDEF), naissance de l'ethnoclinique, etc. En conclusion, parmi diverses utopies, l'auteur pose la question de l'invention de nouveaux internats où des séjours seraient obligatoires... et celle des rites – structurants – d'accueil.

- 7 Oui, il faudra quelques monographies pour y voir clair dans la prise en charge de ceux qui ont été mis en marge ou qui s'y trouvent. Parmi elles, on insistera sur l'importance de celles qui traitent des initiatives religieuses (l'abbé Fouques à Marseille au XIX^e siècle par exemple) progressivement laïcisées, comme le montre le cas de la Maison d'enfants de Climbach (Alsace)². Un nouveau chantier à ouvrir !

NOTES

1. « La structuration du champ de l'enfance et de l'adolescence inadaptées et handicapées depuis 1943 : l'exemple de Marseille », *Le mouvement social*, n° 209, octobre-décembre 2004, p. 25-51.

2. La revue *L'Outre-Forêt* consacre une quinzaine de pages de son premier numéro de 2008 à la Maison d'enfants de Climbach, « Du préventorium à la maison d'enfants, 1896-2008 ».